

**Commission** : Conseil Economique et Social

**Question** : Lutter contre les inégalités

**Auteur** : Mexique

Le Mexique est un pays émergent mais présentant toujours des inégalités notamment salariales et dans la parité entre les hommes et les femmes. L'indice de GINI du Mexique est dans les environs de 46, sans détérioration considérable depuis 2006. Le gouvernement mexicain agit dans cette mesure dans de nombreux domaines au niveau législatif, de la sécurité nationale et des aides à la population.

Le Mexique remarque une disparité entre la région du Nord industrielle, favorisée par les Etats-Unis en raison de l'accord commercial ALENA, et les régions du Sud largement plus rurales. Pour rivaliser avec la concurrence et maintenir l'économie, les travailleurs mexicains touchent un salaire moindre qui ralentit la croissance d'une classe moyenne consommatrice et stable. Sans compter les inégalités qui sévissent entre les régions urbaines, bien desservies, et les régions rurales pauvres et manquant d'infrastructures. Afin de lutter contre le chômage, le manque d'opportunité interne au Mexique, le nouveau gouvernement du Président Andres Manuel Lopez Obrador a pour objectif de stimuler la relance économique, le marché intérieur et l'emploi tout en améliorant les infrastructures et installant une couverture internet pour l'ensemble du pays.

L'ancien modèle économique mexicain, a, dans le passé, souvent donné lieu à des situations de corruption du gouvernement, particulièrement par le biais des taxes. Le président actuel, Andres Manuel Lopez Obrador, représentant du parti de gauche MORENA qui se veut l'opposé d'un système néolibéral, comprend le malaise social lié au système de taxes et mène une lutte acharnée contre toute forme de corruption. Andres Manuel Lopez Obrador a, dès le début de son élection, réduit de moitié son salaire ainsi que celui des fonctionnaires haut placés de l'Etat afin de consacrer plus d'argent au développement du Mexique et a inauguré une garde nationale pour combattre les problèmes liés à la corruption et améliorer la coordination des forces de l'ordre.

De plus, des services d'aide financière et sociale sont mis en place par l'Etat au service des plus démunis, telles que *Oportunidades*, *Progressa* ou encore l'*IMSS* et bien d'autres. Les programmes *Oportunidades*, *Progressa* et *Prospera* offrent des aides aux familles pauvres pour un accès à la santé, à l'éducation, à la nutrition, à l'accès à l'emploi et proposent une aide financière. L'*IMSS*, ou la sécurité sociale mexicaine, prend en charge les employés afin qu'ils aient un accès plus facile aux infrastructures de santé. Dans l'optique d'améliorer la situation des pauvres, le salaire minimum a été augmenté, passant de 88,36 pesos par jour à 176,72 pesos. En outre, afin de lutter contre le chômage chez les jeunes, le Ministère du Travail et la sécurité sociale ont instauré le programme social " Young People Building the Future", une formation rémunérée pour les jeunes sur le marché du travail.

Alors que la pauvreté touche une portion de la population, les femmes y sont singulièrement exposées. Opprimées par une société largement patriarcale et machiste, les femmes passent en moyenne beaucoup plus de temps à s'occuper des activités domestique que leur conjoint et sont peu encouragées à rejoindre le monde professionnel. Depuis que le gouvernement Mexicain a déployé un service d'éducation et d'accueil des enfants en bas âge, le nombre de femmes qui travaillent a augmenté. D'autre part, le Mexique présente un cas rare de parité au sein des postes gouvernementaux, promue par l'article 41 de la Constitution. Sans compter que la capitale, Mexico city, est gouverné par Claudia Scheinbaum Pardo, la première femme maire de cette ville.

Au courant des dernières décennies, des mesures d'ordre législatives ont été prises dans le but d'éliminer les discriminations et les inégalités des chances entre les femmes et les

hommes comme la loi sur la planification, la loi générale sur l'accès des femmes à une vie exempte de violence, la loi générale sur les droits des filles loi fédérale sur la prévention et l'élimination des discriminations.

La délégation mexicaine souhaite ainsi développer une économie stable permettant une émergence de la classe moyenne, tout en soutenant la cause féminine en aidant les femmes à se libérer des idéaux imposés par la société patriarcale et assurer la sécurité de celles-ci. Pour satisfaire ces besoins, la délégation du Mexique propose, à l'aide des Etats alentours, de durcir les sanctions encourues auprès des employeurs en cas de discrimination envers les femmes au travail ou irrespect de la parité entre les hommes et les femmes. Le Mexique pense également qu'il est nécessaire de renforcer les peines judiciaires encourues en cas de violence faites aux femmes.